



Dossier de consultation



Août 2025



Révision de la carte inter-communal Entre Loire et Morvan

Montambert

2b – Résumé non technique de l'évaluation environnementale



Rédaction : Donna BERTRAND

Cartographie : Donna BERTRAND



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Sommaire

1. Présentation du projet.....	1
1.1 Révision de la carte communale	1
1.2 Descriptif du projet	1
1.3 Évolutions de la carte intercommunale	4
2. Démarche d'évaluation environnementale.....	5
3. Articulation avec les plans et programmes	6
3.1 Inscription de la révision dans la continuité de la carte.....	6
3.2 Une révision compatible avec les plans et programmes retenus.....	7
4. État initial de l'environnement	9
5. Synthèse des principales incidences du projet sur l'environnement et la santé	14
5.1 Projet initial	14
5.2 Projet final.....	17
5.3 Conclusion	21
6. Incidences sur les sites Natura 2000	22
6.1 Le réseau Natura 2000	22
6.2 Les sites Natura 2000 à Montambert.....	22
7. Synthèse des mesures ERC.....	24
8. Dispositifs de suivi.....	26
9. Méthodes utilisées.....	27
9.1 Articulation avec les plans et programmes	27
9.2 État initial de l'environnement	27
9.3 Évaluation des incidences	28
9.4 Dispositif de suivi	28

1. Présentation du projet

1.1 Révision de la carte communale

Située dans le département de la Nièvre, la commune de **Montambert** compte **119** habitants pour une superficie de plus de **2600 ha** (INSEE 2021). Elle est membre de la communauté de communes Bazois Loire Morvan. La commune de Montambert est couverte par la carte Intercommunale approuvée le 7 Avril 2016 de l'ancienne communauté de commune « Entre Loire et Morvan », regroupant 9 cartes communales, celles de Fours, Isenay, Montambert, la Nocle-Maulaix, Saint-Gratien-Savigny, Saint-Hilaire-Fontaine, Saint Seine, Ternant et Thaix.

Sur la commune, un porteur de projet privé y résidant depuis 2019 souhaite développer un projet de **parc résidentiel de loisirs** pour l'implantation de **logements insolites** sur les bords d'un étang privé en lien avec le tourisme et l'activité de pêche.

Le secteur concerné n'est actuellement pas constructible au sein de la carte inter-communale de la communauté de communes « Entre Loire et Morvan ». L'objectif de la procédure est de permettre la constructibilité de seulement quelques secteurs du terrain afin d'accueillir ce projet touristique et de loisirs attractif pour ce territoire rural relativement isolé.

Il a été décidé, conjointement aux services de l'État, de réaliser un additif au rapport de présentation qui soit spécifique au projet de création de zone constructible. Il sera nécessaire de reprendre le plan de zonage de la commune de Montambert afin de rendre constructible le secteur lié au projet.

Le présent document correspond au résumé non technique de l'évaluation environnementale centrée sur le site de projet de la commune de Montambert.

1.2 Descriptif du projet

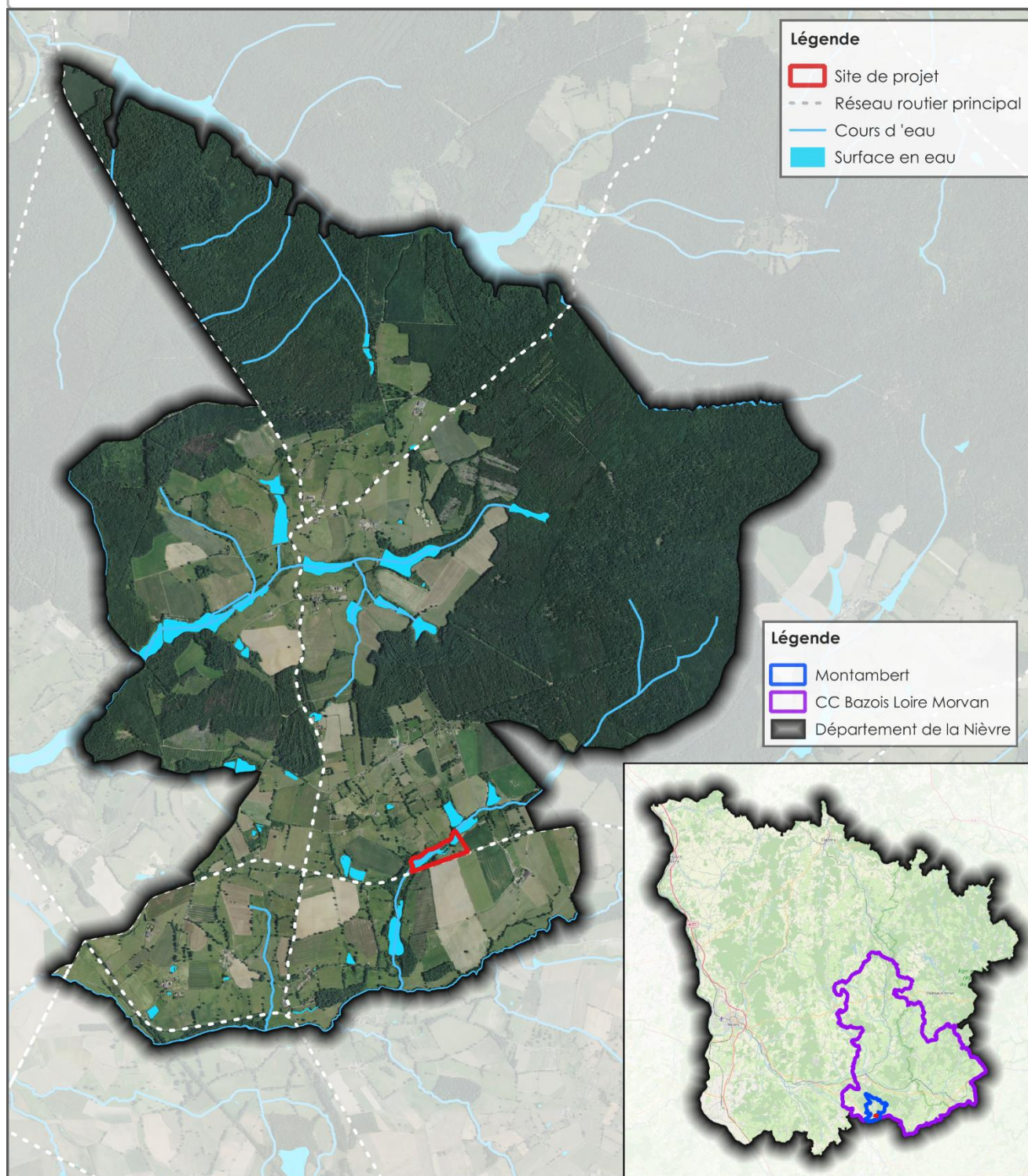
Le site du projet se localise sur la façade Sud de la commune de Montambert, au lieu-dit « La Gravelle », le long de la RD 30, plus communément appelée Route de Bruyère Denis. La zone de projet correspond à un terrain privé, en partie aménagé, occupé par un étang, des espaces herbacés (pâturage par des chevaux) et arborés, le long du ruisseau notamment.

Le porteur de projet privé, y résidant depuis 2019, souhaite développer un projet de parc résidentiel de loisirs pour l'implantation de logements insolites sur les bords d'un étang privé en lien avec le tourisme et l'activité de pêche, déjà existante. À savoir que le site est actuellement déjà anthropisé avec l'aménagement de sentiers, la présence d'un kiosque et de dalles béton pour l'implantation de caravanes.

Ce projet d'hébergements insolites propose un cadre naturel exceptionnel en bord d'étang, offrant une expérience immersive au cœur de la nature.

Situation géographique

Commune de Montambert



Source : BD TOPO 2025

Fond : © Contributeurs d'OpenStreetMap © Bing Satellite

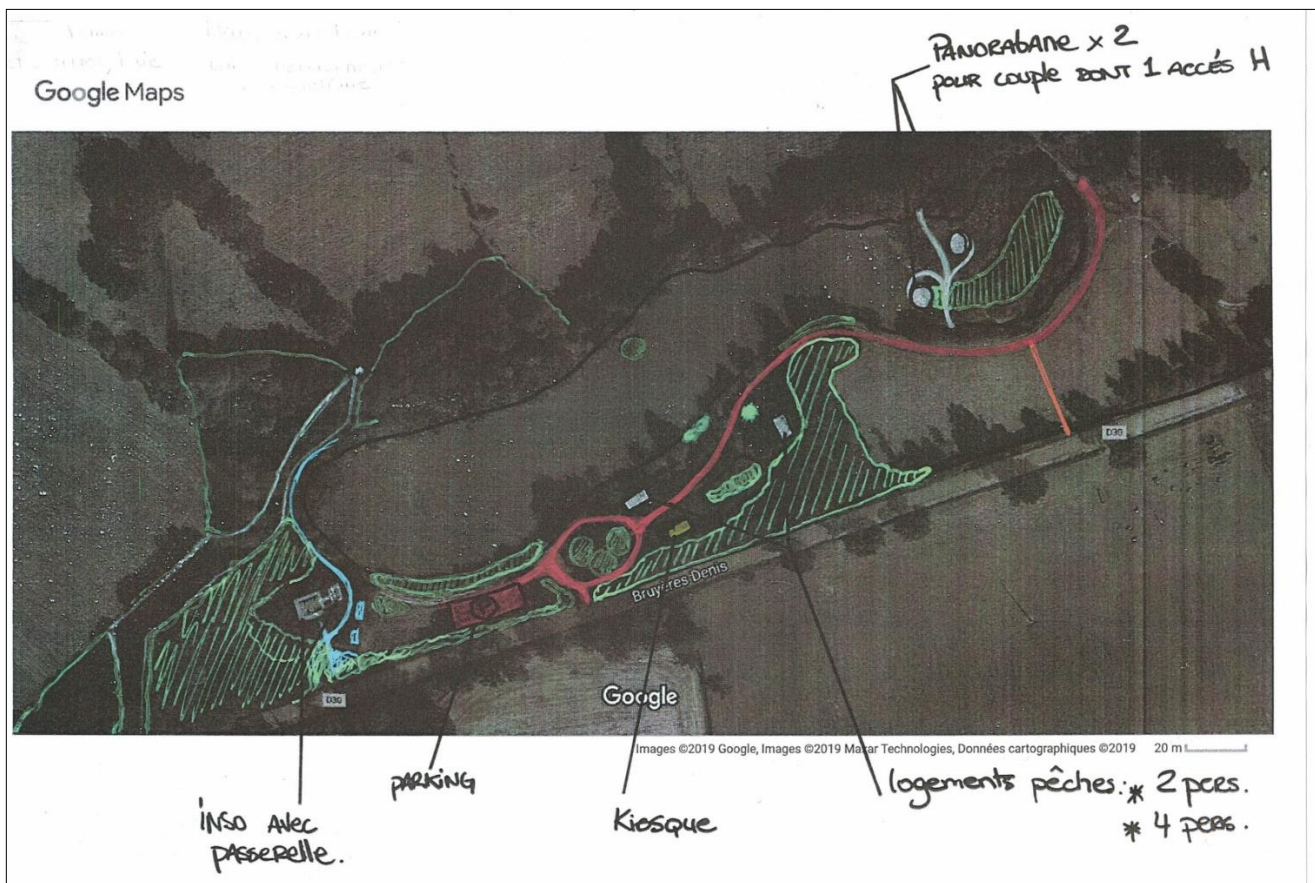
Réalisation : 28/03/2025



Echelle 1:40 000



Carte 1. Localisation du site de projet à Montambert



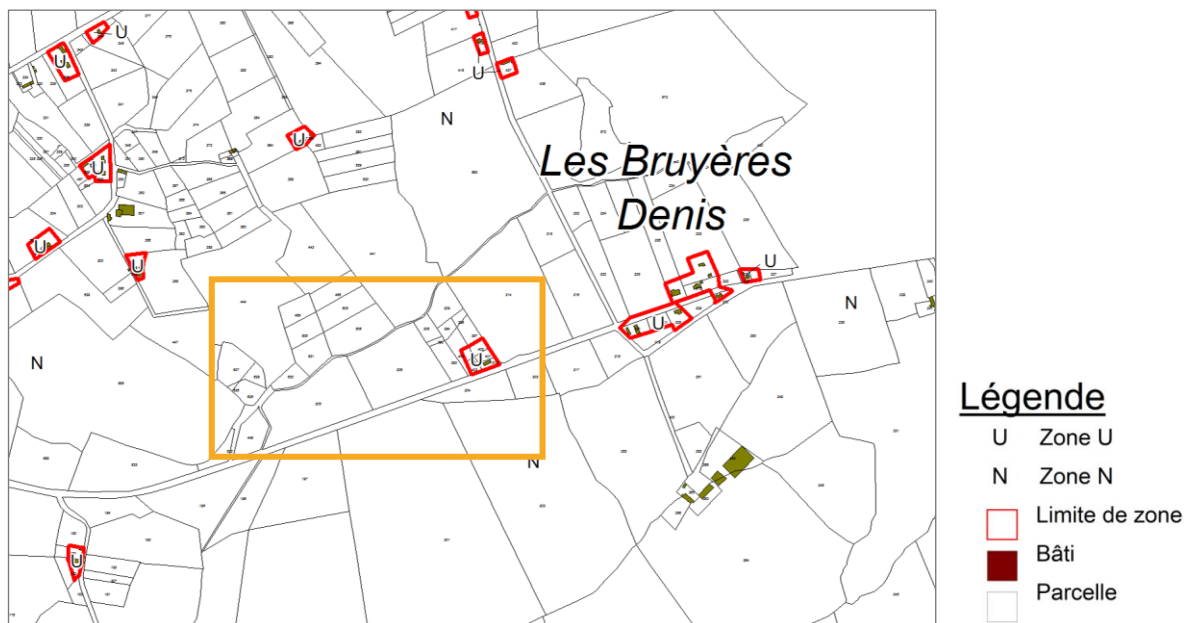
Carte 2. Présentation du projet (source : porteur de projet)



Photographie 1. Site de projet (Mosaïque Environnement)

1.3 Évolutions de la carte intercommunale

Actuellement, la zone de projet se trouve en secteur inconstructible à l'exception d'une petite partie au sud-est, classée en constructible et correspondant à une maison d'habitation, son jardin et ses annexes.



Carte 3. Carte intercommunale pour Montambert centrée sur la zone de projet

Dans le cadre de cette procédure, pour réaliser le projet d'hébergement insolite à vocation touristique et de loisirs, il est question de faire évoluer la carte intercommunale concentrée sur la commune de Montambert en délimitant de **petits secteurs d'implantation** pour la réalisation des hébergements.

Par ailleurs, la carte intercommunale ne peut figer l'occupation du sol sur les secteurs de constructibilité dans le sens où elle se réfère au Règlement National d'Urbanisme (RNU), et non à un règlement dédié à la spécificité de son territoire. Ainsi, afin de figer l'occupation du sol pour de l'activité touristique et de loisirs, ces secteurs de constructibilité seront indexés pour permettre uniquement des constructions à vocation d'activité touristique, selon l'article R161-5 : "Le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées."

2. Démarche d'évaluation environnementale

Conformément à l'article R151-3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation des documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale comprend une présentation résumée des objectifs du document et de son contenu ; son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ; une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution ; les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement, notamment sur les sites Natura 2000 ; l'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu ; la présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ; la définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement ; ainsi qu'un résumé non technique.

L'évaluation environnementale a notamment été menée selon :

- Une **démarche intégrée** : L'évaluation environnementale a fait partie, en tant que telle, du processus de la révision. Elle a été associée à la notion de politique d'urbanisme établie au prisme des principes du développement durable impliquant une prise en compte concomitante et transversale des aspects environnementaux, sociaux et économiques.
- Une **démarche temporelle** : L'évaluation environnementale s'est inscrite dans une approche « durable » et s'est déclinée sur plusieurs horizons temporels. Chaque étape de l'évaluation s'est nourrie de la précédente et a alimenté la suivante. L'évaluation environnementale a été considérée et comprise, non comme un exercice circonscrit à la préparation de la modification du PLU mais comme le début d'une démarche de longue haleine pour la commune.
- Une **démarche continue** : Même continue, l'évaluation n'a pas consisté en des moments de « rattrapage » des impacts sur l'environnement. Ce dernier a été intégré au projet d'urbanisme, ce qui a impliqué une considération plus interactive et à plus long terme des questions environnementales. L'évaluation environnementale a fait en sorte que la prise en compte des objectifs environnementaux accompagne les travaux, permettant d'intégrer les considérations environnementales dans les processus de décision.
- Une **démarche sélective** : L'évaluation environnementale n'a pas traité tous les thèmes de l'environnement de façon détaillée et exhaustive. Des critères déterminants d'évaluation ont été choisis, au sein des champs de l'évaluation, au regard de la sensibilité et de l'importance des enjeux environnementaux et projets propres au territoire. Cela afin de s'assurer que l'évaluation environnementale soit bien ciblée sur les enjeux environnementaux majeurs du territoire.
- Une **démarche itérative** : L'évaluation environnementale s'est faite en continu et a nourrit la conception même du projet. Elle a permis d'analyser au fur et à mesure les effets de la modification sur l'environnement et de prévenir ses conséquences dommageables, dès l'amont, par des choix adaptés et intégrés au fur et à mesure de la construction du projet. Elle a été menée par approfondissements successifs. En ce sens, l'évaluation environnementale a constitué un réel outil d'aide à la décision, qui a accompagné la commune dans ses choix tout au long de l'évolution de son document d'urbanisme.
- Un **processus de co-construction** : L'évaluation environnementale a été menée selon une démarche de co-construction, associant très étroitement les élus.

L'évaluation repose sur une **grille de 7 questions évaluatives** permettant d'apprécier les effets du projet sur l'ensemble des sujets de l'état initial de l'environnement.

3. Articulation avec les plans et programmes

Les documents d'urbanisme doivent respecter des règles qui leur sont imposées par les lois et règlements et les orientations d'autres documents dits de rang supérieur (ou documents supra). Ils doivent tenir compte de la hiérarchie entre les documents qui s'est construite autour de 2 rapports d'opposabilité respectant le principe de libre administration des collectivités territoriales : la **compatibilité** (qui implique que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application de celles du document de rang supérieur) et la **prise en compte** (qui induit de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document et de motiver toute disposition contraire).

L'identification des plans et programmes retenus pour l'analyse de l'articulation avec la révision de la carte intercommunale centrée sur Montambert a été basée sur les articles L.131-4, L.131-5 et R151-3 du Code de l'Urbanisme, l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme, et l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Dans le cas de la carte intercommunale centrée sur la commune de Montambert, le territoire n'est couvert par **aucun SCoT**. En effet, le **SCoT Nivernais Morvan** est en cours d'élaboration. Le 25 juin 2024, le conseil communautaire a approuvé le projet de périmètre et la création du syndicat mixte chargé de porter ce SCoT.

3.1 Inscription de la révision dans la continuité de la carte

Historiquement, en raison du fait que les neuf communes de l'ancienne communauté de communes Entre Loire et Morvan ne possédaient aucun document d'urbanisme, et considérant l'intérêt pour chacune d'elle d'élaborer une carte communale, avec la volonté de la communauté de communes **d'organiser et de clarifier l'évolution et le développement** de celles-ci en matière d'urbanisme, la collectivité Entre Loire et Morvan a mis en place la carte intercommunale.

Approuvée le 7 avril 2016, elle était compatible avec les plans et programmes en vigueur de l'époque.

Aujourd'hui, la raison de la révision de la carte est le souhait d'un porteur de projet privé, résidant à Montambert depuis 2019, de développer un projet de parc résidentiel de loisirs pour l'implantation de logements insolites sur les bords d'un étang privé en lien avec le tourisme et l'activité de pêche. Le secteur concerné n'est actuellement pas constructible au sein de la carte inter-communale de la communauté de communes « Entre Loire et Morvan ».

L'objectif est alors de permettre la constructibilité de seulement quelques secteurs du terrain afin d'accueillir ce projet touristique et de loisirs attractif pour ce territoire rural relativement isolé.

Pour cela, la révision de la carte est engagée. L'objectif de la commune de Montambert n'est pas de modifier la carte intercommunale en matière de développement de logements, mais seulement d'ajouter un **nouvel objectif de développement touristique particulier**.

Ainsi, un additif au rapport de présentation a été réalisé, ainsi que l'évaluation environnementale spécifique au projet de création de zone constructible, objet de ce présent document.

Les évolutions apportées à la carte communale de la commune de Montambert sont donc succinctes : Le plan de zonage de la commune de Montambert est repris afin de rendre constructible seulement les secteurs d'implantation des bâtiments souhaités liés au projet (cabanes et sanitaires).

La révision s'inscrit bien dans la continuité de la carte intercommunale en vigueur.

3.2 Une révision compatible avec les plans et programmes retenus

Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté - Approuvé le 16 septembre 2020, mis à jour le 17 et 18 octobre 2024
<p>La révision de la carte communale de Montambert reste pleinement compatible avec les objectifs et orientations du SRADDET. En effet, ce schéma régional vise à concilier l'aménagement du territoire avec les enjeux de sobriété foncière, de valorisation des ressources naturelles et de développement équilibré des territoires, notamment en soutenant les dynamiques rurales et touristiques. Le projet touristique et de loisirs en question s'inscrit dans cette logique, en favorisant une activité touristique de niche respectueuse de l'environnement, sur un site naturel existant, sans artificialisation excessive. Le zonage constructible est limité, précisément défini, et concerne exclusivement des constructions légères et réversibles (cabanes, sanitaires), ce qui respecte les principes de modération de la consommation d'espace. Par ailleurs, le projet vise à renforcer l'attractivité d'un territoire rural isolé, conformément à l'objectif du SRADDET de maintenir et revitaliser les espaces peu denses tout en promouvant un développement cohérent avec les potentialités locales.</p>
Le SDAGE Loire-Bretagne - Approuvé le 18 mars 2022, période 2022-2027
<p>La carte communale révisée de Montambert est compatible avec les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, qui encadre la gestion équilibrée et durable de l'eau, la préservation des milieux aquatiques et la prévention des risques liés à l'eau. Le projet touristique et de loisirs en question prend en compte les exigences de préservation de la ressource en eau et l'intégrité des milieux naturels. Il est localisé en dehors des zones à risque d'inondation et ne porte pas atteinte aux continuités écologiques liées aux milieux aquatiques. De plus, la faible imperméabilisation des sols (construction légère, pas de réseau dense de voirie) et l'absence d'extension du réseau d'assainissement collectif permettent de limiter l'impact sur le cycle de l'eau. Les eaux usées seront traitées de manière adaptée et conforme à la réglementation, et les eaux pluviales gérées sur site pour éviter tout ruissellement excessif. Ainsi, le projet respecte les orientations du SDAGE en matière de qualité des eaux, de gestion durable des eaux pluviales et de limitation de l'artificialisation des sols à proximité des milieux humides et aquatiques.</p>
Le PGRI Loire-Bretagne - Approuvé le 18 mars 2022, période 2022-2027
<p>La révision de la carte communale de Montambert est compatible avec le Plan de Gestion des Risques d'Inondation Loire-Bretagne. Le projet est situé hors des zones identifiées comme exposées à un aléa fort ou modéré d'inondation, selon les cartes réglementaires en vigueur. Aucune infrastructure essentielle ni habitat permanent n'est prévu en zone inondable. En outre, les principes de résilience face aux risques sont intégrés, avec un aménagement qui minimise la vulnérabilité des biens et des personnes. Le projet n'engendre pas d'aggravation du risque pour les zones situées en aval, conformément aux orientations du PGRI qui visent à ne pas augmenter la vulnérabilité ni perturber le fonctionnement des zones d'expansion des crues.</p>
Le Schéma Départemental des Carrières de la Nièvre (21 décembre 2015)
<p>La carte communale de Montambert est compatible avec le Schéma Départemental des Carrières de la Nièvre, qui encadre l'ouverture, l'exploitation et la reconversion des carrières sur le territoire départemental. Aucune zone d'extraction ou de ressource minérale identifiée par le SDC n'est concernée par le secteur de projet. Le projet d'urbanisation n'interfère pas avec les zones de gisement stratégique, ni avec les périmètres d'exploitation en cours ou en devenir. De ce fait, il ne</p>

constitue pas une entrave à la politique d'approvisionnement en matériaux de construction, ni à la gestion durable des ressources minérales.

Le PRSE Bourgogne-Franche-Comté 2023-2027




La carte répond aux objectifs du PRSE Bourgogne-Franche-Comté, qui vise notamment à garantir un environnement sain, à améliorer le cadre de vie et à lutter contre les inégalités territoriales en matière d'accès à la santé. Le projet contribue à dynamiser un territoire rural isolé tout en veillant à préserver un environnement naturel favorable à la santé des usagers et des riverains. Il favorise une offre de loisirs douce, propice au bien-être, dans un environnement peu anthropisé. De plus, l'aménagement reste contenu et planifié, évitant toute dégradation des milieux pouvant affecter la santé publique (qualité de l'air, de l'eau, nuisances sonores ou visuelles).



La carte révisée centrée sur Montambert est compatible avec l'ensemble des documents de planification en vigueur (SRADDET, SDAGE, PGRI, Schéma Départemental des Carrières et Plan Régional Santé), dont elle respecte les objectifs et orientations.

4. État initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement est ici centré sur la zone de projet. L'état initial de l'environnement complet se trouve dans **l'additif au rapport de présentation**. Sont ici synthétisées les principales caractéristiques et enjeux environnementaux du site. Les enjeux ont ainsi été hiérarchisés selon 3 niveaux : fort à très fort (■), modéré à fort (■), faible à modéré (■).

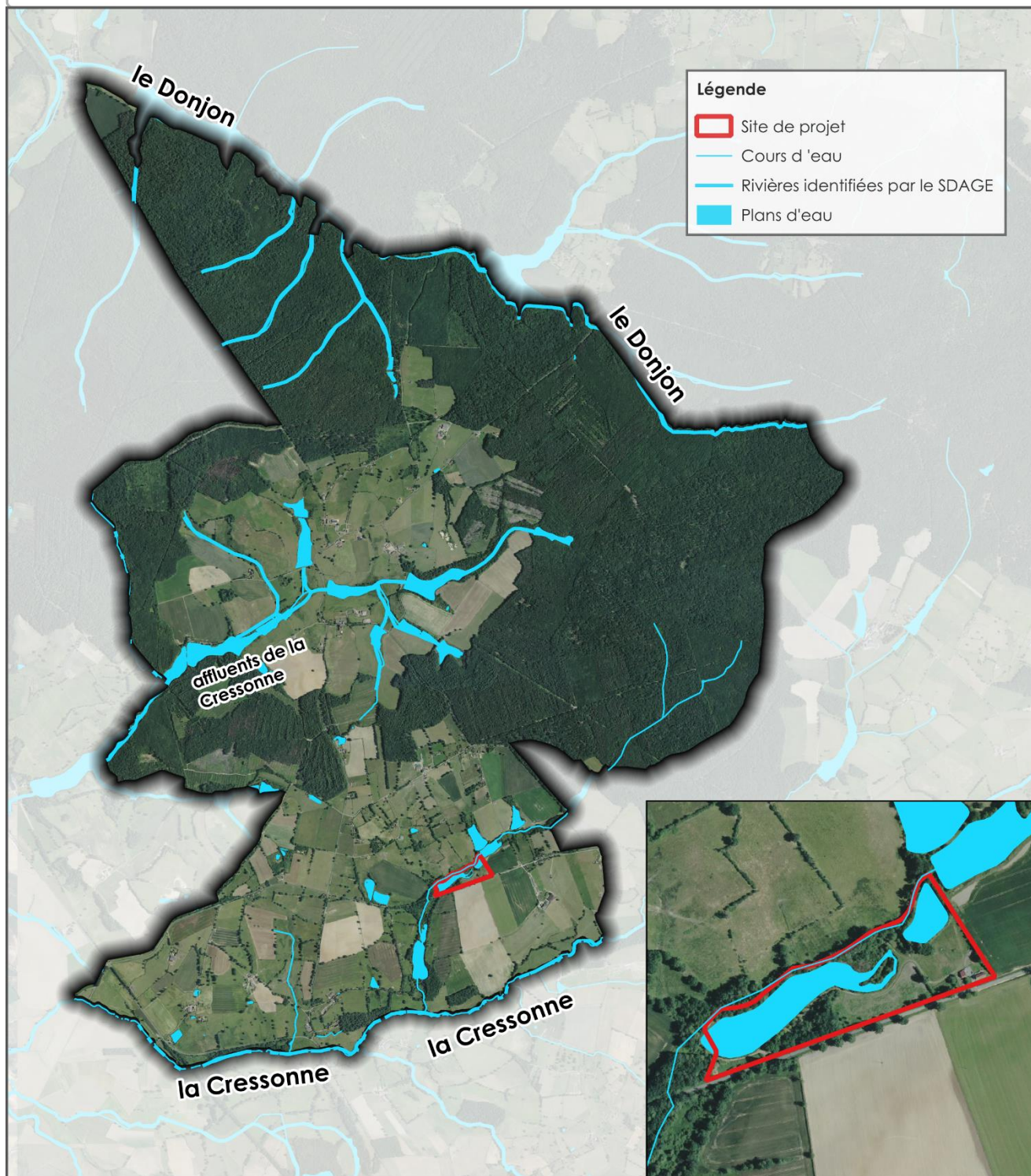
Tableau 1. Synthèse des caractéristiques et enjeux de la zone de projet

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE		PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ET ENJEUX DE LA ZONE DE PROJET	
Cadre physique 	Constats	<ul style="list-style-type: none"> • Une zone de projet située au sud-est du territoire communal (La Gravelle). • Un relief plat, des altitudes basses (autour de 200m d'altitude). • Des formations alluviales et sableuses, riches en sable, argile et cailloutis. • Terrain privé occupé par un étang, des espaces herbacés (pâturage par des chevaux) et arborés, le long du ruisseau. • Une grande haie borde le tènement le long de la route départementale (tuyas et bambous). • Aucun monument ou site classé. • Aucune situation de covisibilité. Écran végétal par rapport à la RD30. 	
	Enjeux	Prise en compte des sols dans le projet	■
		Intégration paysagère du projet	■
Cycle de l'eau 	Constats	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun SAGE, aucun contrat de milieu • Une zone de projet couverte par le SDAGE Loire-Bretagne • Proximité d'un ruisseau qui constitue un affluent de la Cressonne. • Deux plans d'eau. • Présence de zones humides. • Raccordement des bâtiments existants au réseau d'eau potable. • Système d'assainissement autonome à proximité des bâtiments existants. • Gestion des eaux pluviales à la parcelle. • Aucune défense incendie. 	
	Enjeux	Préservation des éléments de la trame bleue et turquoise (dont la ripisylve du cours d'eau), des haies et boisements, facteurs essentiels de la préservation de la ressource en eau	■
		Prise en compte du cycle de l'eau en particulier de la gestion des eaux pluviales dans le projet	■
		Limite de l'imperméabilisation	■
		Définition d'un système de défense incendie	■
Biodiversité 	Constats	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun espace protégé. • Le site Natura 2000 le plus proche se trouve à 1,5 km de la zone de projet. • ZNIEFF de type I « Les fontaines Vaillant et les bruyères Denis ». • ZNIEFF de type II « Pays de Fours ». • Aucune pelouse sèche. • Petite continuité écologique en lien avec la connexion des étangs entre eux, la présence du cours d'eau et de sa ripisylve arborée. • La RD30 fragmente la continuité écologique. 	
	Enjeux	Préservation des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques	■

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE		PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ET ENJEUX DE LA ZONE DE PROJET	
		Préservation de la trame arborée autant que possible	
		Limite de la fragmentation des espaces	
Risques et nuisances 	Constats	<ul style="list-style-type: none"> Aucun plan de prévention des risques Une zone de projet peu soumise aux risques naturels. Exposition moyenne au retrait-gonflement des argiles Aucune installation classée pour la protection de l'environnement Aucun site ou sol pollué Une ligne électrique à moyenne tension au sud-ouest de la zone de projet Aucune infrastructure de transport faisant l'objet d'un classement sonore La RD30 peut générer quelques nuisances sonores mais supportables Une bonne qualité de l'air Une collecte des déchets en porte-à-porte 	
		Maintien des espaces d'habitat à distance des activités et infrastructures potentiellement dangereuses (ligne électrique)	
		Prise en compte des potentielles nuisances sonores associées à la RD30	
		Tri des déchets	
		Maintien d'une bonne qualité de l'air	
Air, énergie, climat 	Constats	<ul style="list-style-type: none"> Hors maison individuelle habitée au sud-est du périmètre, la zone de projet ne fait l'objet d'aucune consommation énergétique particulière. Aucune installation de production d'énergie renouvelable ne se trouve sur le site, hormis les panneaux solaires sur la maison individuelle habitée mentionnée. Aucune installation à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre ne se trouve sur la zone de projet. 	
		Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES	
	Enjeux	Déploiement de la production d'énergies renouvelables	
		Préservation des puits de carbone	

Cours d'eau et plans d'eau

Commune de Montambert



Source : BD TOPO 2025, SDAGE 2022-2027
Fond : © Bing Satellite

Réalisation : 28/03/2025



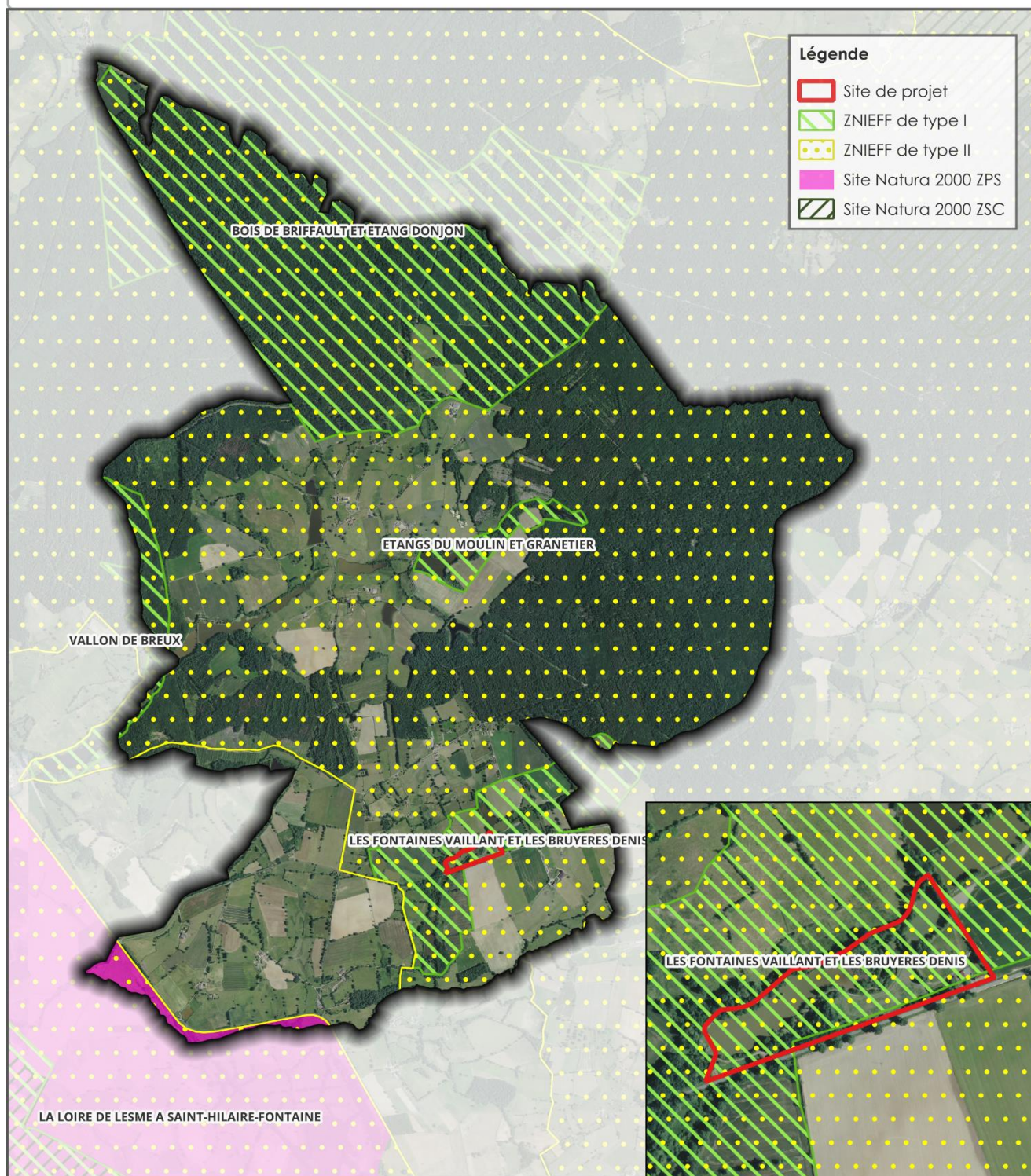
Echelle 1:40 000



Carte 4. Cours d'eau et plans d'eau

Inventaires et protections du patrimoine naturel

Commune de Montambert



Source : INPN 2025
Fond : © Bing Satellite

Réalisation : 28/03/2025



Echelle 1:40 000

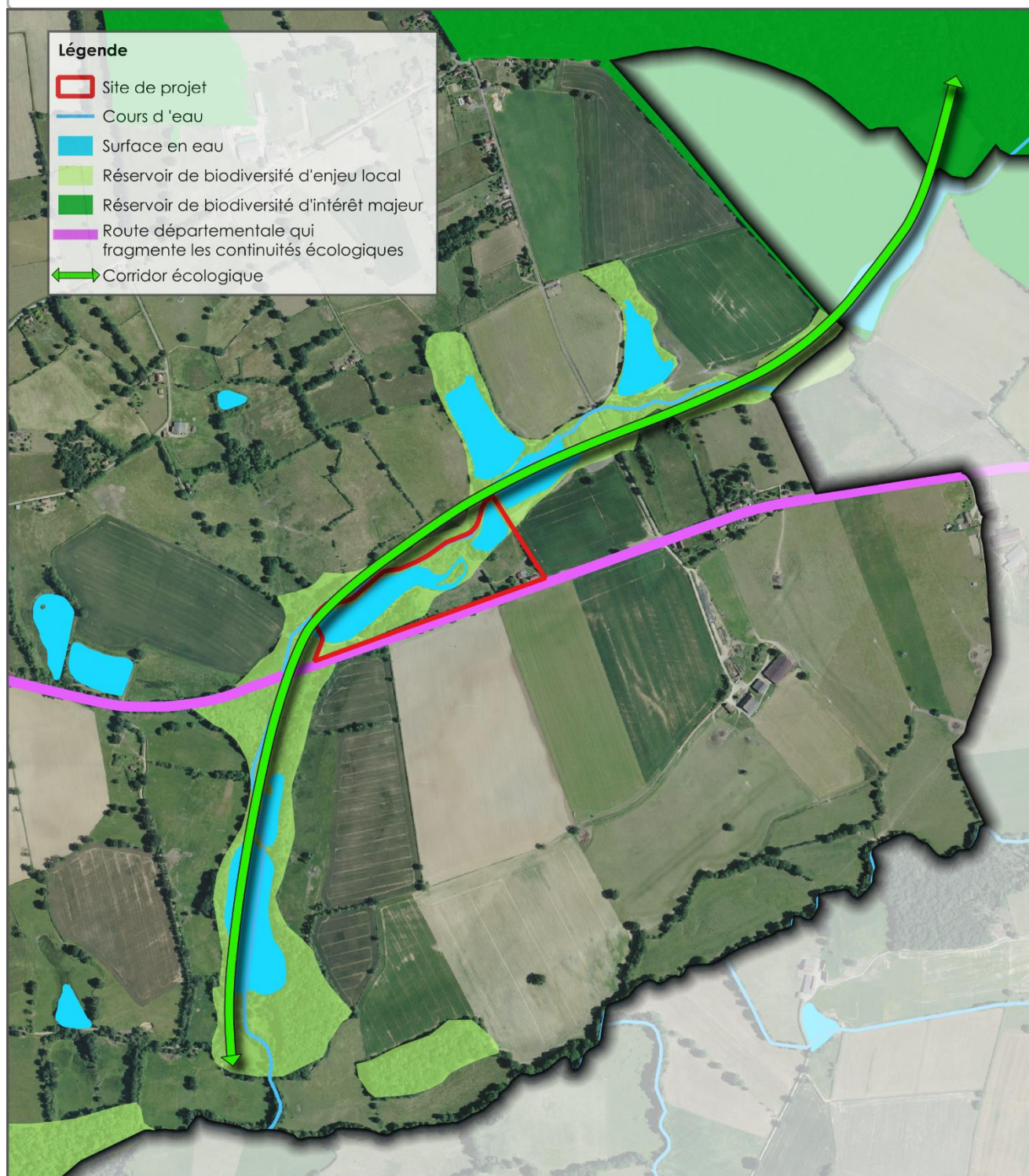


MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

Carte 5. Milieux naturels

Trame verte et bleue à l'échelle du projet

Commune de Montambert



Source : Mosaïque Environnement
Fond : © Bing Satellite

Réalisation : 31/03/2025



Echelle 1:10 000



**MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT**
Conseil & Expertise

Carte 6. Trame verte et bleue à l'échelle du projet

5. Synthèse des principales incidences du projet sur l'environnement et la santé

La révision de la carte centrée sur la zone de projet fait l'objet d'une analyse sur la base d'une grille comprenant 7 thématiques relatives au développement durable. Les mesures sont décrites, selon qu'elles contribuent à éviter les impacts (E), les réduire (R), les compenser (C).

Légende :

	Critères bien pris en compte, impact positif
	Impact faible à neutre
	Critères moyennement pris en compte, impact moyen
	Critères peu pris en compte, impact fort
	Site non concerné / impact neutre

5.1 Projet initial

Synthèse des incidences	Mesures ERC proposées
Utilisation économe des espaces naturels, préservation des espaces agricoles et forestiers	
L'impact de la révision de la carte intercommunale et du projet sur la consommation d'espace et l'artificialisation est moyen dans le sens où le projet impacte une grande partie des bords de l'étang mais cela reste modéré à l'échelle de la commune.	<p>E Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang pour préserver au maximum le caractère naturel de la zone.</p> <p>R Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires).</p> <p>R Définir clairement l'emprise au sol des aménagements.</p> <p>R Optimiser l'emplacement des cabanes afin de concilier la préservation du site, l'intimité entre les cabanes et la limitation de l'emprise du cheminement.</p> <p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang.</p>
Protection du patrimoine naturel et de la fonctionnalité des écosystèmes	
Le projet se situe au sein de zones à fort enjeu écologique (ZNIEFF I). Bien que son emprise reste modérée (1 hectare), le projet s'étend jusqu'à la partie Est de l'étang, comportant une zone riche en biodiversité à préserver. Le projet prévoit en revanche de préserver les arbres en place et de respecter autant que possible la végétation existante.	<p>E Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour limiter l'impact sur la ZNIEFF et éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p>

	<p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin de réduire le nombre d'habitats impactés.</p> <p>R Limiter l'éclairage nocturne des aménagements pour préserver la trame noire.</p> <p>R Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère et écologique des cabanes et contribuer à la trame verte à l'échelle du site.</p> <p>R Privilégier des essences locales, non allergènes, faiblement consommatrices en eau.</p> <p>R Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p>
Protection, restauration et mise en valeur des paysages, des patrimoines bâtis et culturels	
<p>Le projet, situé sur une parcelle peu visible depuis l'espace public grâce à une haie dense en bordure, ne porte atteinte ni au patrimoine architectural ni aux valeurs identitaires du paysage local. Toutefois, l'absence de précisions sur le nombre et l'aspect des cabanes fait peser un risque d'incidence paysagère au sein du tènement.</p>	<p>R Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère des cabanes à l'échelle du site.</p> <p>R Privilégier des essences locales.</p> <p>R Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p> <p>R Traiter de façon qualitative la zone de stationnement.</p> <p>R Définir un aspect extérieur qualitatif des hébergements (matériaux, couleurs).</p>
Préservation de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques, respect du cycle de l'eau	
<p>Le projet présente une emprise limitée mais localisée en bord d'un étang, au sein d'un secteur humide sensible à proximité d'un affluent de la Cressonne, ce qui nécessite une vigilance particulière vis-à-vis de la trame bleue et des zones humides. En l'absence de mesures, des impacts notables pourraient survenir sur les milieux aquatiques et humides. Pour y répondre, le projet doit s'en tenir à la partie sud du site, éviter l'est particulièrement riche écologiquement, implanter les cabanes en retrait des berges (minimum 5 mètres), et renoncer aux constructions sur pilotis dans l'étang. En complément, une attention devra être portée à la gestion de l'assainissement autonome, dimensionné à la capacité d'accueil.</p>	<p>E Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p> <p>E Privilégier une implantation des cabanes sur le tour de l'étang, éviter des constructions au sein de l'étang sur pilotis afin de réduire l'importance des infrastructures et cheminements.</p> <p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang particulièrement humides et pouvant abriter des espèces spécifiques des milieux aquatiques et humides.</p>

	<p>E Éviter l'implantation des aménagements et du cheminement au sein de la dépression humide au sud-est de l'étang.</p> <p>E Prévoir une installation autonome d'assainissement non collectif dimensionnée au regard de la capacité d'accueil des hébergements du projet.</p> <p>R En cas de dispositif de récupération des eaux pluviales, prévoir un système limitant la prolifération des moustiques</p>
Prévention et réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et technologiques	
<p>Le projet prévoit l'aménagement touristique en bordure et sur l'étang, incluant des cabanes sur pilotis implantées directement sur le plan d'eau. Le site n'est pas concerné par des risques naturels mais sa situation sur l'étang impose une vigilance vis-à-vis du fonctionnement hydraulique local. Il présente toutefois une vulnérabilité modérée liée au retrait-gonflement des argiles et la présence d'un étang expose ponctuellement le secteur à des phénomènes d'engorgement ou de saturation des sols. Le projet maintient l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Il conviendra de préciser les matériaux perméables pour les cheminements et le stationnement. Enfin, bien que le site ne soit pas soumis à un risque incendie identifié, un dispositif de défense incendie devra être intégré, l'étang n'étant pas mobilisable à ce jour par les services de secours.</p>	<p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin d'éviter tout risque d'inondation, d'érosion des berges, de mouvement de terrain.</p> <p>R Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires) afin de réduire l'imperméabilisation du projet.</p> <p>R Prévoir des cheminements et des espaces de stationnement avec un revêtement perméable</p> <p>E Prévoir un système de défense incendie sur le site.</p>
Réduction des pollutions et nuisances	
<p>Le projet ne présente pas d'enjeu particulier en matière de nuisances sonores ou de pollution. Situé en bordure de la RD30, il peut être ponctuellement exposé à un bruit routier modéré, sans dépassement des seuils réglementaires. Aucun site ou sol pollué n'est recensé sur le secteur, et la présence d'une ligne électrique moyenne tension ne constitue pas une contrainte majeure au regard de l'implantation des hébergements. Les déchets produits seront limités, proportionnels à la capacité d'accueil du site, et pourront être pris en charge par le service de collecte communal existant. La réglementation des déplacements internes (motorisés ou non) mériterait cependant d'être précisée pour garantir une bonne maîtrise des flux et des nuisances associées. Globalement, le projet</p>	<p>E Prévoir une marge de recul pour l'implantation des aménagements par rapport à la route départementale.</p> <p>R Conserver la haie existante qui borde la route départementale et fait office d'écran visuel et auditif.</p> <p>R Détailler les modalités de déplacements internes.</p> <p>E Éloigner l'implantation des aménagements de la ligne électrique.</p>

reste compatible avec un cadre de vie sain et préservé.	
Réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES	
Le projet présente des impacts limités en matière de consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Il s'implante sur un site déjà raccordé à l'électricité, avec une faible évolution des besoins énergétiques à prévoir. Aucun système de production d'énergie renouvelable n'est envisagé à ce stade. L'absence de précisions sur les modalités de chauffage et les déplacements internes constitue un point de vigilance à compléter pour garantir la cohérence du projet avec les objectifs de sobriété énergétique. Le développement de cheminements doux est un point positif à renforcer par une clarification des dispositifs mis en œuvre. L'intégration de solutions de chauffage peu émissives et d'énergies renouvelables représenterait un levier d'amélioration environnementale.	<p>R Détailler les modalités de chauffage.</p> <p>R Détailler les modalités de déplacements internes.</p>

5.2 Projet final

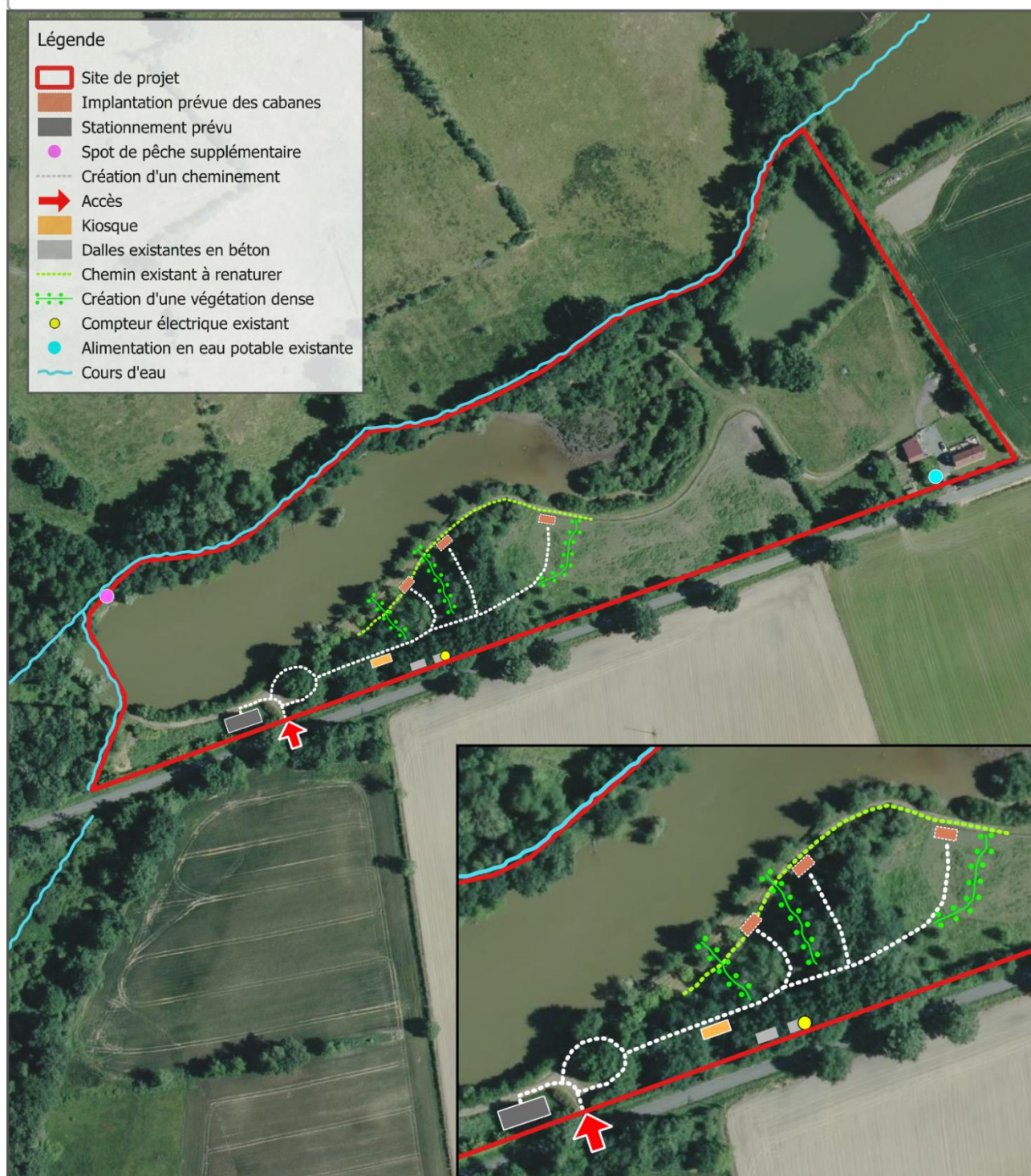
En réponse à l'analyse des incidences notables probables, le projet a connu **plusieurs évolutions**. Des **mesures ont été intégrées** afin de prévenir (E) les impacts, les réduire (R) ou les compenser (C). Ces ajustements ont permis de faire évoluer le projet initial, qui présentait un certain nombre de risques d'incidences négatives, vers une version finalisée dotée de nouvelles caractéristiques plus respectueuses de l'environnement (détaillées ci-après).

Accessible depuis la route départementale, le projet en lui-même et plus particulièrement l'implantation des cabanes, se limite désormais à la partie au sud-ouest de l'étang. **Quatre secteurs constructibles seront délimités** correspondant à l'emplacement des trois cabanes prévues, ainsi qu'un secteur constructible au niveau des dalles béton existantes pour permettre l'installation de sanitaires. Le site est aménagé avec un cheminement permettant de rejoindre d'un côté le parking et de l'autre les cabanes.

L'intimité de chaque espace grâce à la création d'une végétation dense entre les cabanes. Un travail de renaturation du chemin existant sera réalisé, en cohérence avec les démarches menées ailleurs sur le site. La zone de projet comprend déjà un compteur électrique, un kiosque, et deux dalles béton qui seront remobilisés dans le cadre du projet. L'alimentation en eau potable sera assurée en tirant les réseaux qui s'arrêtent aujourd'hui aux habitations existantes au sud-est. Un spot de pêche sera également aménagé, permettant aux visiteurs de profiter pleinement de la quiétude du plan d'eau. L'ensemble du projet a été conçu pour préserver les milieux naturels environnants tout en valorisant l'activité touristique autour de la pêche et de la nature.

Présentation du projet

Commune de Montambert



Source : porteur de projet
Fond : ©Bing Satellite

Réalisation : 31/03/2025



Echelle 1:2 500

0 0,1 0,2 km

**MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT**
Conseil & Expertise

Carte 7. Présentation du projet finalisé

Un projet qui s'inscrit dans une gestion économe de l'espace

L'impact de la révision de la carte intercommunale et du projet sur la consommation d'espace et l'artificialisation est faible. Le projet est concentré au sud de l'étang et au niveau d'installations déjà existantes (dalles béton, cheminement, kiosque). Le nombre de secteurs de constructibilité est limité et la superficie des cabanes est figée. En respectant une marge de recul par rapport aux berges, les incidences du projet se limiteront à l'emprise des cabanes, en termes de consommation d'espaces, ce qui reste peu significatif.

Les mesures ERC ont été intégrées.

Un projet qui minimise ses impacts sur les milieux naturels

Bien que le projet se situe au sein de zones à fort enjeu écologique (ZNIEFF I), son emprise reste très limitée (moins de 1 ha) et a été recentrée pour éviter les secteurs les plus sensibles, notamment à l'est de l'étang. Des mesures de préservation, comme le maintien des arbres existants et la réduction de l'artificialisation, permettent d'envisager une intégration respectueuse de la biodiversité locale. Les impacts résiduels se situeront sur le périmètre des emprises aménageables.

Des impacts résiduels pourront aussi subsister pendant la phase de travaux et en phase d'exploitation avec un possible dérangement de la faune locale (oiseaux, amphibiens) du fait de la présence humaine bien que ce risque soit limité par la faible capacité d'accueil (18 personnes) et l'effet écran de la végétation.

Mesures ERC résiduelles :

- R** Limiter l'éclairage nocturne des aménagements pour préserver la trame noire.
- R** Privilégier des essences locales, non allergènes, faiblement consommatrices en eau.
- R** Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.

Un projet qui veille à l'insertion harmonieuse dans son environnement

Le projet, situé sur une parcelle peu visible depuis l'espace public grâce à une haie dense en bordure, ne porte atteinte ni au patrimoine architectural ni aux valeurs identitaires du paysage local. À travers la plantation de haies arbustives entre les cabanes ainsi que l'installation de cabanes en bois, le risque d'impact paysager des cabanes au sein du tènement est ainsi limité. Une attention particulière sera également à apporter à la zone de stationnement, déjà bordée au sud d'une grande haie.

Le risque d'incidence paysagère au sein du tènement est donc limité.

Mesures ERC résiduelles :

- R** Privilégier des essences locales.
- R** Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.
- R** Traiter de façon qualitative la zone de stationnement.

Un projet attentif à la ressource en eau et aux milieux aquatiques

Le projet s'inscrit dans un environnement hydrologiquement sensible, en bord d'étang et à proximité d'un affluent de la Cressonne, mais il intègre plusieurs mesures destinées à préserver la trame bleue et les zones humides. L'implantation est restreinte à la partie sud du site, sur des emprises déjà aménagées, avec un recul de 5 mètres minimum des berges et l'abandon des cabanes sur pilotis. La zone humide en dépression est préservée, avec un cheminement en ponton. L'alimentation en eau potable est compatible avec les capacités communales et l'assainissement sera assuré par des microstations

adaptées à la fréquentation maximale prévue (18 personnes). Enfin, la gestion des eaux pluviales repose sur l'infiltration à la parcelle, renforcée par la réutilisation des dalles béton existantes, limitant l'imperméabilisation.

Des impacts résiduels pourront subsister, notamment pendant la phase de travaux avec une possible perturbation locale et temporaire des milieux humides (mise en œuvre de cheminements, installation des cabanes).

Mesures ERC résiduelles :

R En cas de dispositif de récupération des eaux pluviales, prévoir un système limitant la prolifération des moustiques

Un projet conscient des risques, appelant à un renforcement de la prévention incendie

Le site du projet n'est pas exposé à des risques naturels majeurs ni concerné par un Plan de Prévention des Risques. Il présente toutefois une vulnérabilité modérée liée au retrait-gonflement des argiles et à la présence d'un étang et de zones humides, exposant ponctuellement le secteur à des phénomènes d'engorgement ou de saturation des sols. Le projet évite les zones les plus sensibles, avec un recul de 5 mètres par rapport aux berges et l'absence d'aménagements en bord de cours d'eau. Pour limiter l'imperméabilisation, il prévoit la réutilisation des emprises existantes et une infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Il prévoit aussi des matériaux perméables pour les cheminements et le stationnement. Enfin, bien que le site ne soit pas soumis à un risque incendie identifié, il serait préférable de prévoir un dispositif de défense incendie (extincteurs par exemple).

Mesures ERC résiduelles :

E Prévoir un système de défense incendie sur le site (extincteurs dans chaque cabane par exemple).

Un projet respectueux du cadre de vie et de l'environnement

Le projet ne présente pas d'enjeu particulier en matière de nuisances sonores ou de pollution. Situé en bordure de la RD30, il peut être ponctuellement exposé à un bruit routier modéré, sans dépassement des seuils réglementaires. Aucun site ou sol pollué n'est recensé sur le secteur, et le retrait des aménagements à proximité de la ligne moyenne tension renforce la sécurité du site. Les déchets produits seront limités, proportionnels à la capacité d'accueil du site, et pourront être pris en charge par le service de collecte communal existant en prévoyant des installations de collecte au niveau des cabanes. Les déplacements internes motorisés non limités. Globalement, le projet reste compatible avec un cadre de vie sain et préservé.

Mesures ERC résiduelles :

R Prévoir des installations de collecte des ordures

Un projet à faible empreinte énergétique

Le projet présente des impacts limités en matière de consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Il s'implante sur un site déjà raccordé à l'électricité, avec une faible évolution des besoins énergétiques à prévoir. Aucun système de production d'énergie renouvelable n'est envisagé à ce stade mais le projet laisse la possibilité d'installation. Le mode de chauffage sera régi par des pompes à chaleur réversibles. Les déplacements internes motorisés seront limités et le projet prévoit des cheminements doux.

Les mesures ERC ont été intégrées.

5.3 Conclusion

Ce projet d'hébergement léger en milieu naturel, bien que localisé dans une zone écologiquement sensible, répond aux principes du développement durable. Il limite l'artificialisation, préserve les milieux naturels et s'intègre dans le paysage avec une empreinte maîtrisée. Des ajustements progressifs ont permis de réduire considérablement les impacts initiaux, et les mesures de prévention environnementale, paysagère et technique mises en œuvre garantissent une compatibilité avec les enjeux locaux. L'accueil limité à 18 personnes, les matériaux choisis, l'emplacement des aménagements, l'assainissement autonome, le renforcement de la végétation arbustive, le recul par rapport aux berges de l'étang ou encore la limitation des cheminements participent à faire de ce projet une initiative respectueuse du site et de ses équilibres.

Un dispositif de défense incendie reste recommandé, bien que le projet ne soit pas soumis à une réglementation spécifique en la matière.

6. Incidences sur les sites Natura 2000

6.1 Le réseau Natura 2000

Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée depuis 1992 dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Il comprend 2 types de zones réglementaires :

- les **Zones de Protection Spéciale** (ZPS) pour la conservation des oiseaux sauvages.
- les **Zones Spéciales de Conservation** (ZSC) dédiés à la conservation des habitats naturels.

Le réseau Natura 2000 est donc un ensemble de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques.

6.2 Les sites Natura 2000 à Montambert

La partie sud-ouest de la commune est couverte par le **site Natura 2000 ZPS « Vallée de la Loire entre Imphy et Decize »** (FR2612010). La zone de projet n'est concernée par aucun de ces espaces. Le site Natura 2000 mentionné se trouve à 1,5 km de la zone de projet. Dans un rayon de 10km, la commune de Montambert se trouve également à proximité de 2 ZPS et 4 ZSC.

- ZPS - FR2612002 - Vallée de la Loire de Iguerande à Decize
- ZPS - FR8312007 - Sologne bourbonnaise
- ZSC - FR2601015 - Bocage, forêts et milieux humides du Sud Morvan
- ZSC - FR2601008 - Landes sèches et milieux tourbeux du bois du Breuil
- ZSC - FR2601017 - Val de Loire bocager
- ZSC - FR2600966 - Val de Loire nivernais

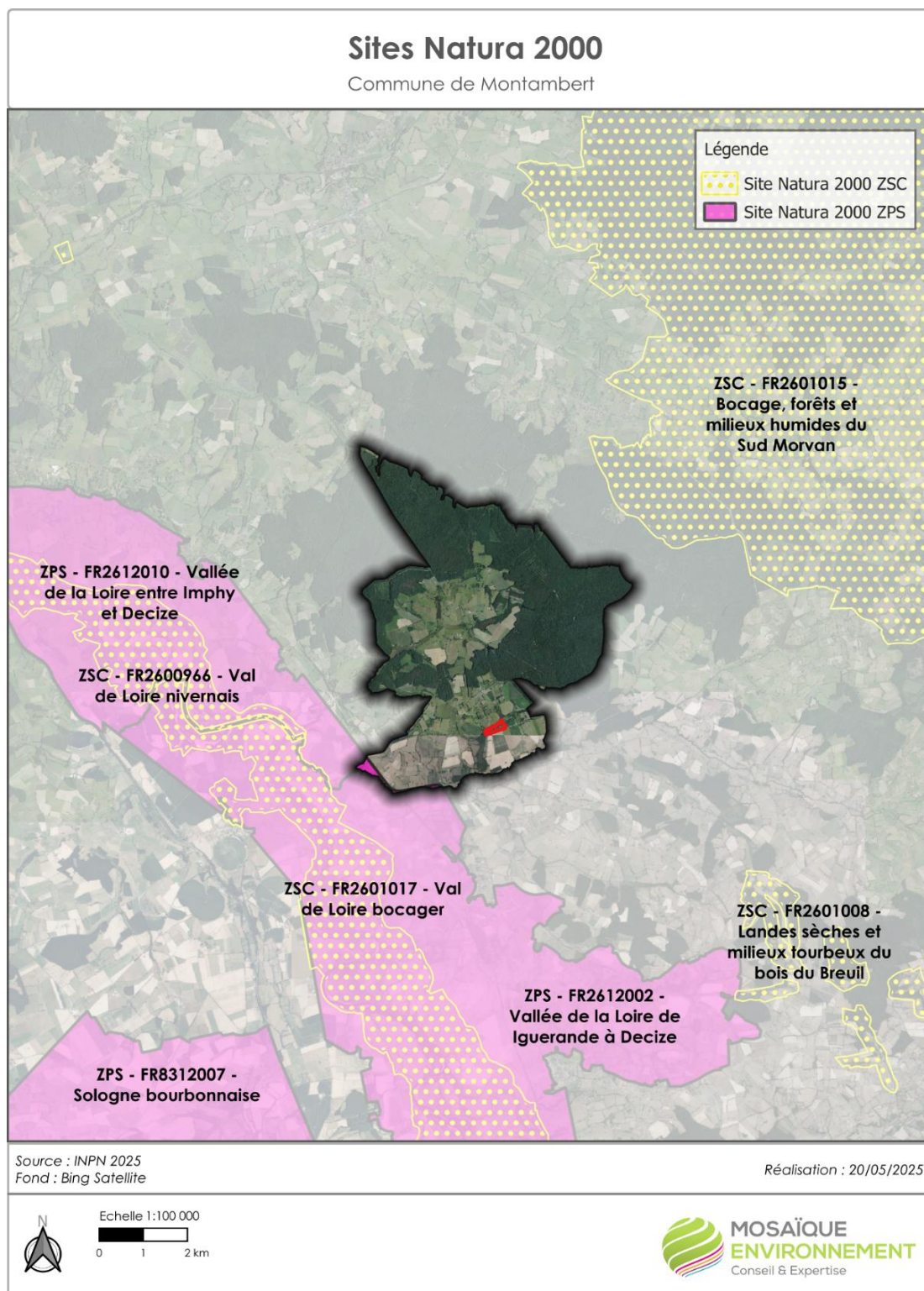
Site Natura ZPS « Vallée de la Loire entre Imphy et Decize »

D'une surface de 4 746 ha, le site se trouve dans le sud-ouest du département de la Nièvre. Le site porte sur le lit mineur et une partie du lit majeur de la Loire, sur un linéaire d'environ 25 km en amont de l'agglomération de Nevers. La diversité des habitats naturels issus de la dynamique naturelle de la Loire nivernaise est favorable à de nombreuses espèces oiseaux nicheuses, migratrices ou hivernantes.

- Espèces du site : *Actitis hypoleucos*, *Circus cyaneus*, *Fulica atra*, *Tringa glareola*, *Dryocopus martius*, *Egretta garzetta*, *Egretta alba*, *Ciconia nigra*, *Chlidonias niger*, *Alcedo atthis*, *Tringa nebularia*, *Pandion haliaetus*, *Sterna hirundo*, *Milvus migrans*, *Actitis hypoleucos*, *Motacilla flava*, *Acrocephalus scirpaceus*, *Lullula arborea*, *Sterna albifrons*, *Ciconia ciconia*, *Lanius collurio*, *Pernis apivorus*, *Charadrius dubius*, *Charadrius dubius*, *Grus grus*, *Tringa ochropus*, *Burhinus oedicephalus*, *Nycticorax nycticorax*, *Numenius arquata*

Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE pour les sites ZSC à proximité

- Amphibiens : *Bombina variegata*, *Triturus cristatus*
- Poissons : *Lampetra planeri*, *Cottus gobio*, *Alosa alosa*, *Salmo salar*, *Petromyzon marinus*
- Mammifères : *Rhinolophus hipposideros*, *Barbastella barbastellus*, *Myotis emarginatus*, *Myotis myotis*, *Castor fiber*, *Lutra lutra*
- Reptiles : *Emys orbicularis*
- Invertébrés : *Margaritifera margaritifera*, *Unio crassus*, *Oxygastra curtisii*...



Carte 8. Sites Natura 2000

Un document d'urbanisme est susceptible d'affecter significativement le réseau Natura 2000, lorsqu'il prévoit des possibilités d'urbanisation et d'aménagement à l'intérieur ou à proximité de ce dernier.

Conclusion : La révision de la carte intercommunale dans le cadre du projet touristique et de loisirs n'aura pas d'incidences négatives significatives sur l'état de conservation des sites Natura 2000. Les enjeux concernent principalement le déplacement des espèces à long rayon d'action comme les oiseaux et les chauves-souris. Les recommandations générales pour l'aménagement du projet sont de préserver les haies et arbres de haute tige.

7. Synthèse des mesures ERC

Article R151-3 du code de l'urbanisme

Le rapport de présentation :

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement

L'évaluation de la révision de la carte intercommunale a permis d'analyser, au fur et à mesure, les effets des évolutions sur l'environnement et de prévenir ses conséquences dommageables, dès l'amont.

Il s'agit de mesures correctrices, directement appliquées à la conception du document, et qui n'apparaissent pas à la lecture du document final. En complément ont été proposées des mesures pour éviter **E**, réduire **R** ou compenser **C** les incidences négatives résiduelles de la mise en œuvre du plan.

Tableau 2. Synthèse des mesures ERC

Thématique	Mesures ERC intégrées	Mesures ERC résiduelles
Cadre physique	<p>E Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang pour préserver au maximum le caractère naturel de la zone.</p> <p>R Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires).</p> <p>R Définir clairement l'emprise au sol des aménagements.</p> <p>R Optimiser l'emplacement des cabanes afin de concilier la préservation du site, l'intimité entre les cabanes et la limitation de l'emprise du cheminement.</p> <p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang.</p>	/
Milieux naturels et biodiversité	<p>E Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour limiter l'impact sur la ZNIEFF et éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p> <p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin de réduire le nombre d'habitats impactés.</p> <p>R Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère et écologique des cabanes et contribuer à la trame verte à l'échelle du site.</p>	<p>R Limiter l'éclairage nocturne des aménagements pour préserver la trame noire.</p> <p>R Privilégier des essences locales, non allergènes, faiblement consommatrices en eau.</p> <p>R Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p>
Paysage et patrimoine	<p>R Intégrer des haies arbustives entre les cabanes pour favoriser l'insertion paysagère des cabanes à l'échelle du site.</p> <p>R Définir un aspect extérieur qualitatif des hébergements (matériaux, couleurs).</p>	<p>R Privilégier des essences locales.</p> <p>R Conserver autant que possible les haies bocagères existantes.</p>

		R Traiter de façon qualitative la zone de stationnement.
Ressource en eau	<p>E Limiter l'emprise du projet uniquement à la partie Sud de l'étang au niveau des aménagements existants pour éviter le secteur Est de l'étang, particulièrement intéressant d'un point de vue écologique.</p> <p>E Privilégier une implantation des cabanes sur le tour de l'étang, éviter des constructions au sein de l'étang sur pilotis afin de réduire l'importance des infrastructures et cheminements.</p> <p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang particulièrement humides et pouvant abriter des espèces spécifiques des milieux aquatiques et humides.</p> <p>E Éviter l'implantation des aménagements et du cheminement au sein de la dépression humide au sud-est de l'étang.</p> <p>E Prévoir une installation autonome d'assainissement non collectif dimensionnée au regard de la capacité d'accueil des hébergements du projet.</p>	R En cas de dispositif de récupération des eaux pluviales, prévoir un système limitant la prolifération des moustiques
Risques	<p>E Prévoir une implantation des cabanes avec une marge de recul d'au moins 5 mètres par rapport aux berges de l'étang afin d'éviter tout risque d'inondation, d'érosion des berges, de mouvement de terrain.</p> <p>R Limiter le nombre de secteurs de constructibilité (pour cabanes et sanitaires) afin de réduire l'imperméabilisation du projet.</p> <p>R Prévoir des cheminements et des espaces de stationnement avec un revêtement perméable</p>	E Prévoir un système de défense incendie sur le site.
Nuisances et pollutions	<p>E Prévoir une marge de recul pour l'implantation des aménagements par rapport à la route départementale.</p> <p>R Conserver la haie existante qui borde la route départementale et fait office d'écran visuel et auditif.</p> <p>R Détailler les modalités de déplacements internes.</p> <p>E Éloigner l'implantation des aménagements de la ligne électrique.</p>	R Prévoir des installations de collecte des ordures
Énergie et climat	<p>R Détailler les modalités de chauffage.</p> <p>R Détailler les modalités de déplacements internes.</p>	/

8. Dispositifs de suivi

Article R151-3 du code de l'urbanisme

Le rapport de présentation : 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

Les indicateurs proposés sont ciblés sur les enjeux prioritaires et/ou les plus susceptibles d'être impactés par la mise en œuvre de la révision de la carte intercommunale, en particulier par l'aboutissement du projet touristique et de loisirs.

Tableau 3. Dispositif de suivi

Thématique	Objectif	Indicateur(s)	Source des données	Périodicité
Modération de la consommation de l'espace	Limiter l'artificialisation et préserver les espaces naturels et agricoles	Surface artificialisée (m²) / emprise au sol des constructions / % de surface imperméabilisée	Permis d'aménager, plans cadastraux, SIG urbanisme	À l'autorisation + suivi tous les 5 ans
Préservation de la biodiversité et des milieux naturels	Préserver les habitats naturels et les espèces protégées sur le site, autour de l'étang	Nombre d'espèces observées / présence d'espèces protégées Nombre de visiteurs / occupation des cabanes	Études écologiques, suivis naturalistes (ex : LPO, ONF) Registre de réservation	Tous les 5 ans (printemps)
Protection des ressources en eau	Maintenir une bonne qualité de l'eau, prévenir les risques de pollution	Qualité physico-chimique et biologique de l'eau	ARS, SDAGE, DREAL	Annuelle
Gestion des eaux usées	Assurer un traitement conforme des eaux usées des hébergements	Type d'assainissement / conformité des installations	Rapport technique du prestataire / SPANC	À l'installation + tous les 2 ans
Paysage et intégration	Assurer une bonne intégration paysagère des cabanes	Évaluation paysagère / Retours des habitants ou usagers	Services d'urbanisme, enquêtes publiques ou concertations	À la livraison + 1 an
Gestion des déchets	Éviter les dépôts sauvages, assurer la gestion des déchets des cabanes	Présence de dispositifs de tri / Nombre d'incidents ou dépôts illégaux	Rapport d'exploitation, inspections communales	Annuelle

9. Méthodes utilisées

L'évaluation environnementale de la révision de la carte intercommunale centrée sur la commune de Montambert vise à limiter son impact écologique dès la conception, en identifiant et **hiérarchisant les enjeux environnementaux** du territoire et en analysant **les effets de la démarche et du projet**.

Dans le cadre du projet touristique et de loisirs, cette évaluation vérifie la prise en compte des politiques environnementales, analyse les impacts sur l'environnement, et propose des ajustements pour réduire les effets négatifs et renforcer les effets positifs des orientations retenues.

Le **principe de continuité** garantit une cohérence et transparence tout au long du processus. L'évaluation est **intégrée** dès le début de la réflexion de la procédure et accompagne le bon déroulé de celle-ci selon les principes du développement durable. Elle analyse **en continu** les effets environnementaux, tout en prévenant les conséquences dommageables. Elle sert d'outil d'aide à la décision, orientant les choix sans bloquer le projet, mais en l'améliorant.

Le processus d'évaluation suit une logique **durable et continue** : il commence avec une analyse du contexte environnemental (ex ante), se poursuit avec un suivi, et se termine par un bilan (ex post), chaque phase alimentant la suivante.

L'évaluation environnementale se concentre sur les enjeux majeurs du territoire. Elle ne couvre pas tous les thèmes de façon exhaustive, mais **cible les critères** les plus pertinents selon la sensibilité et l'importance locale des enjeux et projets propres au territoire.

9.1 Articulation avec les plans et programmes

Cette partie de la mission vise à appréhender la bonne prise en compte et/ou compatibilité de la révision avec les documents cadres supra-communaux.

Dans un premier temps ont été sélectionnés les plans et programmes retenus pour cette analyse. Celle-ci a été menée sur la base des documents approuvés et rendus publics à la date de l'exercice.

Au travers de la sélection préalable de ces plans et programmes, il s'agissait d'identifier, le plus en amont possibles les orientations et objectifs auxquels la révision de la carte intercommunale doit répondre, afin de pouvoir vérifier, chemin faisant leur bonne intégration.

9.2 État initial de l'environnement

Dans un premier temps, il s'agissait de dresser un état initial de l'environnement stratégique, c'est-à-dire non encyclopédique, mais visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire, et en particulier sur le site de projet. Chaque thématique a fait l'objet d'une fiche de synthèse (atouts, faiblesses) qui a permis de formuler les enjeux environnementaux présents sur le site de projet, et de s'assurer de la prise en compte de toutes les dimensions environnementales.

Ces enjeux environnementaux ont été hiérarchisés selon le degré d'urgence de l'intervention traduisant la dimension locale de l'enjeu : **faible**, **moyen**, **fort**.

Le site de projet a fait l'objet d'une visite de terrain afin d'appréhender les enjeux environnementaux.

9.3 Évaluation des incidences

L'évaluation de la révision de la carte intercommunale et du projet repose sur une grille de questionnement permettant d'apprécier les effets du projet sur l'ensemble des sujets de l'état initial de l'environnement.

Elle a été élaborée à partir des enjeux issus de l'état initial de l'environnement et de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme qui définit des objectifs environnementaux pour les documents d'urbanisme (utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers, protection des paysages, qualité urbaine, architecturale et paysagère, sécurité et salubrité publiques, prévention des risques, pollutions et nuisances, préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, création, préservation et remise en bon état des continuités écologiques, lutte et adaptation au changement climatique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de l'énergie et développement des sources renouvelables ...). La grille comprend **7 questions évaluatives** (cf. *partie Méthodologie d'évaluation pour le détail de la grille*).

Il a aussi été vérifié l'absence d'incidences négatives sur les sites Natura 2000 du territoire et à proximité.








9.4 Dispositif de suivi

Les indicateurs de suivi sont choisis selon 3 critères principaux :

1. **Pertinence et utilité** : L'indicateur doit offrir une image fidèle de l'état de l'environnement, des pressions exercées, et des réponses de la société. Il doit être simple à interpréter, permettre de dégager des tendances et refléter les changements dans l'environnement et les activités humaines. Il doit également servir de référence pour des comparaisons locales, régionales ou nationales, et être comparé à une valeur limite ou de référence pour en évaluer la signification.
2. **Justesse d'analyse** : L'indicateur doit reposer sur des bases scientifiques et techniques solides, s'appuyer sur des normes nationales ou internationales et être compatible avec des systèmes de prévision et d'information fiables.
3. **Mesurabilité** : Les données nécessaires doivent être disponibles, de qualité vérifiée, et mises à jour régulièrement selon des procédures fiables. Les indicateurs doivent être accessibles à un coût raisonnable.

Ainsi, les indicateurs de suivi sont choisis pour refléter au mieux l'évolution des enjeux environnementaux du territoire et l'impact de la procédure. Ils doivent être ciblés en fonction des enjeux spécifiques, facilement mobilisables, bien renseignés et restreints en nombre, afin de garantir l'opérationnalité et l'efficacité du suivi.

Tableau 4. Grille d'évaluation et critères

Questions évaluatives		Critères retenus pour l'évaluation
Q1 	La révision de la carte permet-elle une utilisation économe des espaces agricoles, naturels et forestiers ?	Limitation de la consommation de nouveaux espaces
		Rationalisation du foncier dans les aménagements
		Développement urbain de proximité
		Respect de la morphologie des terrains
Q2 	La révision de la carte permet-elle la prise en compte de la dimension patrimoniale et fonctionnelle des écosystèmes ?	Préservation des espèces, espaces patrimoniaux et corridors écologiques, limitation de la fragmentation des espaces naturels et agricoles
		Prise en compte de la biodiversité dans les aménagements
Q3 	La révision de la carte permet-elle la préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère du territoire ?	Préservation et valorisation des valeurs identitaires du paysage
		Préservation du patrimoine architectural, archéologique et historique remarquable
		Insertion paysagère des futurs projets et amélioration du cadre de vie
Q4 	La révision de la carte permet-elle une protection et une utilisation mesurée des ressources en eau ?	Préservation de la trame bleue
		Gestion quantitative des ressources
		Préservation des périmètres de protection des captages d'eau potable
		Gestion de l'assainissement
Q5 	La révision de la carte permet-elle de prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux risques majeurs ?	Gestion intégrée des eaux pluviales
		Réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs vulnérables
		Limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement
		Prévention du risque incendie
Q6 	En quoi la révision de la carte contribuera-t-elle à l'amélioration de la santé des habitants ?	Maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs d'aléas pour les risques technologiques
		Réduction des pollutions et nuisances liées aux transports
		Réduction des pollutions et nuisances liées aux activités.
		Contribution à la santé et à la qualité du cadre de vie des habitants
Q7 	En quoi la révision de la carte favorise-t-elle la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES et l'adaptation au changement climatique ?	Prise en compte des sites et sols pollués
		Gestion optimale des déchets
		Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au bâti
		Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports
		Développement des énergies renouvelables
		Développement de formes urbaines favorisant l'adaptation au changement climatique